

Diaspora pourvoyeuse des devises pour le Congo pendant que des acteurs politiques congolais s'évertuent, eux, à faire fuir des capitaux du pays ; qui mérite en définitive la médaille d'honneur du patriotisme ?

**Mot d'accueil et d'ouverture du colloque de Kinshasa
Du 27 au 30 décembre 2004**

Excellences, Monsieur le Président de la République,
Messieurs les Vice-Présidents de la République,
Monsieur le Président de l'Assemblée,
Monsieur le Président du Sénat,
Messieurs les Ministres,

Honorables députés et sénateurs,
Mesdames et Messieurs,
Distingués Invités,

Soyez les bienvenus à ce colloque d'évaluation de la transition en République Démocratique du Congo.

C'est le premier colloque que la jeune **Fédération des Congolais de l'Etranger** (en abrégé : FCE) organise sur le sol des ancêtres.

Il n'a pas été possible de trouver une date qui convienne à tout le monde. Pour les familles, c'est une très mauvaise date et pour les ecclésiastiques comme moi, la pire de toutes. Nous avons dû nous convenir sur celle-ci parce que nous avons privilégié la contribution scientifique du personnel enseignant de l'extérieur comme de l'intérieur. Nous nous excusons auprès de vos familles pour ce désagrément.

Votre présence, malgré les désagréments évoqués, témoigne de votre grand amour pour le Congo qui agonise et auquel vous voulez apporter votre aide afin qu'il vive et qu'il vive bien. La FCE et notre cher pays vous en sont profondément reconnaissants.

Mais quelle est cette Fédération des Congolais de l'Etranger et pourquoi organise-t-elle son colloque ici à Kinshasa et non pas à l'étranger où ses membres vivent ?

La **Fédération des Congolais de l'Etranger** est – comme son nom l'indique – une *fédération* des associations congolaises ainsi que des personnes physiques vivant à l'extérieur du Congo sur tous les continents. Elle a son siège à Paris et elle est enregistrée au moniteur officiel français et se trouve ainsi protégée par la loi française.

Elle n'existe officiellement que depuis juin 2002. Mais elle a une longue histoire. Elle est l'aboutissement de plus de 15 ans de tentatives infructueuses.

Elle ambitionne de réunir tous les Congolais vivant à l'étranger – ils sont très nombreux, mais mal organisés – désireux de défendre leurs intérêts dans leurs nouveaux pays d'accueil ainsi que les intérêts du Congo et désireux également de contribuer à la promotion du développement intégral des Congolais et du Congo.

Les tentatives précédentes de rassembler tous les Congolais sous une même fédération n'avaient jamais pu aboutir parce que les intérêts privés primaient sur les intérêts communs. Mais maintenant les Congolais de l'étranger ont acquis une nouvelle conscience. Les exemples des autres pays africains comme le Mali, le Burkina Faso et le Sénégal – sans oublier ceux des anciennes diasporas comme celle d'Israël, du Liban ou de la Chine, etc. – les ont incités à devoir enfin faire au moins autant que les autres sinon plus qu'eux.

« A quelque chose malheur est bon », dit un proverbe. Les soubresauts que vit le Congo ces dernières années ne sont pas non plus étrangère à cette nouvelle prise de conscience nationaliste. Notamment les humiliations sans nombre infligées au géant d'Afrique par des nains, la mise à genoux forcée de l'éléphant d'Afrique par on ne sait quel minuscule être, l'impuissance du Congo à se faire entendre, même là où il a pleinement raison. Que l'on se souvienne du procès perdu contre l'Uganda à la Cour internationale de La Haye ! Alors que les massacres, viols, pillages des ressources naturelles du Congo par les armées étrangères n'étaient un secret pour personne, le Congo ne pouvait cependant fournir des preuves matérielles pour étayer ses allégations ! L'Uganda fut blanchi ! Soyons content qu'on n'ait pas demandé au Congo de payer à l'Uganda les dommages et intérêts ! Et un jour, pourquoi pas payer aussi ces dommages et intérêts au Rwanda et au Burundi pour calomnies et fausses accusations !

En 1997, le Chef d'état major du Rwanda d'alors proclamait haut et fort dans une interview accordée au Washington Post qu'il n'y aurait jamais de gouvernement à Kinshasa sans son accord préalable ! Les bruits de botte dans l'Est du pays au moment où le pays devrait déjà avoir commencé à préparer sérieusement la tenue des élections voudraient-ils nous le rappeler à l'esprit ? Sans doute. Quel qu'il en soit, tous ces faits écoeurants ont ravivé plus que jamais le sentiment patriotique chez les Congolais de l'étranger et ont permis à plusieurs d'entre eux de surmonter leurs querelles personnelles pour s'unir et tenter de défendre les intérêts supérieurs du Congo.

C'est ainsi que la FCE a pu enfin voir le jour et se développer à grande vitesse. Elle est maintenant représentée en Afrique du Sud, en Afrique de l'Est, (Kenya-Tanzanie-Uganda), au Ghana, en France, au Benelux, en Suisse, en Italie, au Royaume-Uni, en Allemagne, aux USA et au Canada.

Excellences, Monsieur le Président de la République,
Messieurs les Vice-Présidents de la République,
Monsieur le Président de l'Assemblée,
Monsieur le Président du Sénat,
Messieurs les Ministres,
Honorables députés et sénateurs,
Mesdames et Messieurs,
Distingués Invités,

La **Fédération des Congolais de l'Etranger** aurait pu organiser son colloque quelque part en Europe ou aux Etats-Unis d'Amérique. C'eût été moins coûteux, plus de Congolais de

l'étranger auraient pu y participer. Mais nous avons préféré nous réunir ici au Parlement à Kinshasa. C'est que nous avons un message à transmettre.

D'abord, nous sommes venus dire à notre cher pays : vos enfants qui vivent à l'extérieur partagent votre souffrance et veulent tout entreprendre pour vous aider à y mettre fin de manière définitive.

Nous avons également un message à l'endroit des dirigeants de notre pays.

Tous les pays du monde s'organisent de manière à profiter des services de ses ressortissants qui habitent à l'extérieur. Ces ressortissants de l'extérieur sont des ambassadeurs là où ils sont. Les anciens rois africains recourraient à une double stratégie pour se faire connaître à l'extérieur de leurs territoires. D'une part, ils excellaient dans l'accueil des étrangers. Ceux-ci devaient se sentir aussi à l'aise que possible. Ainsi une fois rentrés chez eux, ils parleraient en bien de ce pays très accueillant et de son roi magnifique.

La deuxième stratégie consistait à envoyer ses propres ressortissants vivre ailleurs pour qu'ils racontent eux-mêmes de vive voix tout ce qui se faisait chez eux. Qu'il y ait aujourd'hui des Congolais partout dans le monde est une richesse pour le Congo. Encore faut-il que le Congo utilise cette chance à bon escient.

L'Etat congolais a maintenant un partenaire valable, compétent et organisé. Jusqu'à quand allez-vous continuer à vous méfier de ce partenaire qui, malgré tout, continue à présenter bénévolement ses services, au moins au niveau de l'expertise ?

Qu'il me soit permis ici de saluer la sagesse de l'honorable Olivier Kamitatu, président du parlement, qui spontanément fit l'honneur à la FCE en l'invitant à venir aider les honorables parlementaires et sénateurs dans leur tâche délicate d'élaboration de la loi électorale, de la loi sur la nationalité et du projet de constitution. Notre tâche se limitait à éclairer les législateurs sur les différents aspects du problème et à favoriser la discussion. La tâche fut accomplie magnifiquement à la grande satisfaction et du Congo et de la FCE et de tous les partenaires, dont le PNUD qui avait contribué au financement de ce séminaire.

C'est cette collaboration que nous sollicitons auprès des autorités congolaises. Il est regrettable que certains voient en nous des concurrents éventuels et par conséquent évitent toute collaboration possible. C'est en définitive le Congo qui perd. Non, chers compatriotes, la FCE ne vous fera pas concurrence. Au contraire, elle veut soutenir les efforts que vous entreprenez.

Notre collaboration est aussi financière et économique. Aucune de nos représentations diplomatiques ne sait combien de Congolais habitent dans le pays de leurs représentations. C'est regrettable. La FCE veut combler un jour cette lacune, surtout en répertoriant les compétences congolaises.

Toutefois d'après certaines estimations le nombre global des Congolais de l'étranger varie de trois à quatre millions de sujets, dont plusieurs dizaines de milliers de diplômés de haut niveau. Les statistiques de Western Union indiquent un transfert 4.800.000.000 de dollars américains de l'étranger vers le Congo pour la seule année civile 2003. Western Union fait d'excellentes affaires ! Ce n'est pas sans raison qu'elle multiplie ces agences un partout à

l'intérieur du pays. Et le gouvernement dans ce circuit ? Tant d'argent injecté dans le circuit économique congolais et qui provient des Congolais de l'étranger ! Ce montant qui semble déjà faramineuse ne constitue pas la totalité de l'argent transféré par les Congolais. Car les Congolais de l'étranger utilisent bien d'autres circuits pour faire parvenir de l'argent Congo. Des circuits qui ne sont pas comptabilisables.

Quelle ONG ou quel pays ami fait autant et de manière aussi régulière, *sans conditions* et sans endettement du pays ? Aucun. Et pourtant ces pays amis et ces ONG sont mieux considérés que les contribuables congolais de l'étranger ! C'est injuste. Nous exigeons égalité de traitement.

Nous, Congolais de l'étranger, nous sommes pourvoyeurs des devises pour le Congo, pendant que beaucoup d'autres s'évertuent, eux, à faire fuir des capitaux ! Qui mérite en définitive la médaille d'honneur de patriotisme ? Mais notre contribution est informelle, elle n'est pas canalisée. C'est pourquoi l'Etat n'en profite qu'indirectement.

En outre, bien des Congolais aimeraient entreprendre des affaires ici. Mais les tracasseries administratives sont telles que plusieurs se découragent. La FCE entend faire changer les choses à tous ces niveaux. Mais en attendant, elle exige au nom de tous les Congolais de l'étranger meilleure considération de la part de l'Etat et des compatriotes en général. Nous sommes d'authentiques partenaires financiers et économiques du pays. Que l'on nous reconnaisse notre place.

Excellences, Monsieur le Président de la République,
Messieurs les Vice-Présidents de la République,
Monsieur le Président de l'Assemblée,
Monsieur le Président du Sénat,
Messieurs les Ministres,

Honorables députés et sénateurs,
Mesdames et Messieurs,
Distingués Invités,

J'aimerais enfin attirer votre attention sur quelques coïncidences un peu troublantes. Notre premier grand symposium a eu lieu en 1996 à Blankenberge en Belgique. Il avait pour thème : *La reconstruction du Congo*. Déjà avant le début de la guerre de libération du feu Président Kabila, nous Congolais de l'étranger avons déjà commencé à baliser la voie de la reconstruction du pays après Mobutu. Trois jours avant l'ouverture de notre colloque, voilà que l'on apprend le début de la guerre dans l'Est du pays. Nous avons dû, compte tenu de cette circonstance nouvelle, ajouter à pied levé un nouvel atelier à nos débats : « Les Banyamulenge et la question de la nationalité ». Ce sont les professeurs, Elikia M'bokolo et Mwayila Tshiyembe qui ont dû se casser en quatre pour nous faire un point sur cette question.

La guerre se termina avec la chute du dictateur Mobutu. Au mois de Mars 1998, apprenant que les nouvelles autorités voulaient revoir la constitution, je m'empressais de leur faire parvenir les actes de notre colloque où l'on avait débattu de plusieurs questions qui intéressaient le gouvernement. J'étais confiant que nos textes serviraient au moins

d'instrumentum laboris lors de l'élaboration des nouveaux textes devant régir notre pays, cela d'autant plus que l'on trouvait dans les différents rouages du gouvernement des compatriotes qui avaient travaillé avec nous au colloque de Blankenberge. Mais malheureusement il n'en fut pas tenu compte.

Un espoir réapparut lorsque feu Prof. Mbaye proposa un colloque interministériel dont les thèmes étaient – a part deux ou trois points – exactement les mêmes que ceux que nous avons débattus à Blankenberge. Mais hélas, son colloque fut annulé et depuis les choses continuent conformément au système mis sur pied par le régime de la deuxième République.

Aujourd'hui se produit une nouvelle coïncidence. La date de ce colloque sur l'évaluation de la transition a été arrêtée depuis une année. Voilà que de nouveau peu avant l'ouverture de nos travaux une nouvelle guerre éclate. Mais comme en 1996, nous poursuivons imperturbables nos travaux. Notre question au gouvernement et à toutes les personnes et institutions nationales et internationales impliquées dans le processus de la transition est : les conclusions auxquelles nous arriverons au terme de ces journées de réflexion vont-elles restés lettre morte comme toujours ?

Les ignorer donnera de nouveau l'occasion à nos voisins de s'arroger le droit de faire la loi chez nous d'autant plus qu'ils savent qu'ils jouiront comme toujours de la bénédiction de la communauté internationale. Nous en appelons donc à la conscience de toutes les forces vives du pays d'oeuvrer de manière telle que cette situation chaotique cesse aussitôt. Que les élections soient organisées à la date prévue. L'Irak est en bien pire situation que le Congo. Pourtant tout le monde tient à ce que les élections aient lieu. Et elles se tiendront. Alors pas deux poids deux mesures. Quelles que soient les digressions que les pêcheurs en eaux troubles voudront créer, les élections doivent avoir lieu. Le Congo doit enfin se doter d'un gouvernement qui soit fonctionnel. Ce monstre à plusieurs têtes a suffisamment prouvé son inefficacité et pire sa grande capacité de nuisance.

Avec l'organisation de ce colloque nous avons voulu offrir au gouvernement et à toutes les institutions impliquées dans ce processus de transition l'occasion de faire connaître au peuple le travail accompli, les difficultés rencontrées et surtout ce qui reste encore à faire. *Les élections doivent avoir lieu.*

Excellences, Monsieur le Président de la République,
Messieurs les Vice-Présidents de la République,
Monsieur le Président de l'Assemblée,
Monsieur le Président du Sénat,
Messieurs les Ministres,

Honorables députés et sénateurs,
Mesdames et Messieurs,
Distingués Invités,

Voilà le message que la **Fédération des Congolais de l'Etranger** est venue vous apporter. Nous vous remercions de tout cœur d'avoir répondu favorablement à notre appel.

Constantin Panu-Mbendele
Président du colloque et porte-parole du conseil fédéral de la FCE.